

Le court épisode de la première révolution faite par le prolétariat pour le prolétariat et qui s'est terminée par le triomphe de ses ennemis. Cet épisode (du 18 mars au 28 mai) a duré 72 jours.

(La Commune de Paris, 18 mars 1871, PA. LAVROV, Pétrograd. Édition de la librairie « Goloss » 1919, p. 160.)

5. LA COMMUNE DE PARIS ET LA RUSSIE DES SOVIETS

Les partis socialistes de la Commune n'étaient pas préparés.

La Commune de Paris de 1871 a été le premier essai historique - faible encore - de domination de la classe ouvrière. Nous vénérons le souvenir de la Commune, en dépit de son expérience par trop restreinte, du manque de préparation de ses militants, de la confusion de son programme, de l'absence d'unité parmi ses dirigeants, de l'indécision de ses projets, du trouble excessif dans l'exécution, et du désastre effroyable qui en résulta fatalement. Nous saluons dans la Commune - selon une expression de Lavrov - l'aube, quoique bien pâle, de la première République prolétarienne.

Kautsky ne l'entend pas ainsi. Ayant consacré la majeure partie de son livre, *Terrorisme et Communisme*, à établir un parallèle grossièrement tendancieux entre la Commune et le pouvoir soviétique, il voit les qualités prédominantes de la Commune là où nous voyons son malheur et ses torts.

Kautsky s'attache avec ardeur à démontrer que la Commune de Paris ne fut pas « artificiellement » préparée, mais surgit spontanément, prenant les révolutionnaires à l'improviste, contrairement à la Révolution russe d'octobre-novembre qui fut minutieusement préparée par notre parti. C'est indiscutable. N'ayant pas le courage de formuler clairement ses idées profondément réactionnaires, Kautsky ne nous dit pas franchement si les révolutionnaires parisiens de 1871 méritent d'être approuvés pour n'avoir pas prévu l'insurrection prolétarienne et, partant, pour ne s'y être pas préparés, ou si nous devons être blâmés pour avoir prévu l'inévitable et pour être allés consciemment au-devant des événements. Mais tout l'exposé de Kautsky est conçu de manière à provoquer précisément dans l'esprit du lecteur cette impression: un malheur s'est tout bonnement abattu sur les communards (le philistin bavarois [Volmar](#) n'a-t-il pas, un jour, exprimé le regret que les communards ne fussent allés se coucher plutôt que de prendre le pouvoir ?) et c'est pourquoi ils méritent toute notre indulgence ; les bolcheviks, eux, sont allés consciemment au-devant du malheur (la conquête du pouvoir) et c'est pourquoi il ne leur sera pardonné ni dans ce monde, ni dans l'autre. Poser la question de la sorte peut paraître d'une incroyable absurdité. Il n'en est pas moins vrai que cela découle inévitablement de la position des « indépendants kautskistes » qui rentrent la tête dans leurs épaules pour ne rien voir, pour ne rien prévoir, et qui ne peuvent faire un pas en avant s'ils n'ont reçu au préalable une bonne bourrade dans le dos.

« Humilier Paris, écrit Kautsky, lui refuser l'autonomie, le destituer de son titre de capitale, le désarmer pour s'aventurer, ensuite, en toute certitude, dans un coup d'État monarchiste, telle était la tâche capitale de l'Assemblée Nationale et de Thiers qu'elle venait d'élire chef du pouvoir exécutif. De cette situation naquit le conflit qui mena à l'insurrection parisienne ».

- « On voit jusqu'à quel point se distingue de cette forme de révolution ce qui fut accompli par le bolchevisme, qui puisa sa force dans les aspirations à la paix, qui avait derrière lui la masse

paysanne; qui, à l'Assemblée Nationale, n'avait pas de monarchistes contre lui, mais des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. »

« Les bolcheviks sont parvenus au pouvoir par une révolution bien préparée qui leur mit, d'un coup, entre les mains, toute la machine gouvernementale dont ils tirent à l'heure actuelle le parti le plus énergique et le plus impitoyable pour soumettre leurs adversaires et, de ce nombre, les prolétaires ».

« À l'encontre, personne ne fut plus étonné de l'insurrection de la Commune que les révolutionnaires eux-mêmes et pour beaucoup de ceux-ci ce conflit était par-dessus tout indésirable » (p. 44).

Afin de se faire une idée bien nette du sens réel de ce qui est dit ici par Kautsky à propos des communards, nous apporterons l'intéressant témoignage suivant :

« Le 1er mars 1871 - écrit **Lavrov** dans son livre très instructif sur la Commune - c'est-à-dire six mois après la chute de l'Empire et quelques jours avant l'explosion de la Commune – les personnalités dirigeantes de l'Internationale à Paris n'avaient toujours pas de programme politique défini ». ¹

« *Après le 18 mars* - écrit ce même auteur - *Paris était aux mains du prolétariat, mais ses leaders, déconcertés par leur puissance inattendue, ne prirent pas les mesures de sécurité les plus élémentaires.* » ²

« Votre rôle n'est pas à votre taille, et votre unique souci est de vous soustraire aux responsabilités », déclara un membre du Comité central de la garde nationale. « Il y avait là beaucoup de vérité - écrit **Lissagaray**, participant et historien de la Commune - mais, au moment même de l'action, le manque d'organisation préalable et de préparation provient trop souvent du fait que les rôles incombent à des hommes qui ne sont pas de taille à les remplir. » ³

Il appert de ce qui précède (plus loin, ce sera plus évident encore) que l'absence, chez les socialistes parisiens, d'un programme de lutte directe pour le pouvoir politique s'explique par leur amorphie théorique et leur trouble politique, mais nullement par des considérations de tactique plus élevées.

Il est hors de doute que la fidélité du même Kautsky aux traditions de la Commune se traduira surtout par le profond étonnement avec lequel il accueillera la Révolution prolétarienne en Allemagne, où il ne voit, lui, qu'un conflit « par-dessus tout indésirable ». Nous doutons cependant que les générations futures lui en fassent un mérite. L'essence même de son analogie historique n'est, devons-nous dire, qu'un mélange de confusion et de réticences.

Les intentions que Thiers nourrissait à l'égard de Paris, Milioukov, soutenu ouvertement par Tchernov et Tsérételli, les nourrissait à l'égard de Pétersbourg. Quotidiennement, ils répétaient tous, de Kornilov à Potressov - que Pétersbourg s'était isolé du pays, qu'il n'avait plus rien de commun avec celui-ci, et que, dépravé jusqu'à la moelle, il voulait imposer sa volonté à la nation. Discréditer et rabaisser Pétersbourg, telle était la tâche première de Milioukov et de ses acolytes. Et cela se passait à une époque où Pétersbourg était le véritable foyer de la révolution

¹ *La Commune de Paris du 18 mars 1871*, P.-L. LAVROV. Édition de la librairie Goloss. Pétrograd, 1919 (pp. 64-65).

² *La Commune de Paris dit 18 mars 1871*, P.-L. LAVROV. Édition de la librairie Goloss. Pétrograd, 1919 (p. 71).

³ *Histoire de la Commune de 1871*, par LISSAGARAY. Bruxelles, 1876 (p. 106).

qui n'avait pas encore réussi à s'affermir dans les autres parties du pays. Afin de lui faire donner une bonne leçon, Rodzianko, ex-président de la Douma, parlait ouvertement de livrer Pétersbourg aux Allemands comme on avait déjà livré Riga. Rodzianko ne faisait que préciser ce qui constituait la tâche de Milioukov, que Kerensky appuyait de toute sa politique.

Milioukov voulait, à l'exemple de Thiers, désarmer le prolétariat. Mais, ce qui était pire encore, c'est que, par l'entremise de Kerensky, Tchernov et Tsérételli, le prolétariat de Pétersbourg avait été à peu près désarmé en juillet 1917. Il avait de nouveau pris les armes lors de l'offensive de Kornilov sur Pétersbourg, en août. Et ce nouvel armement du prolétariat fut un élément sérieux pour la préparation de l'insurrection d'octobre-novembre. De sorte que ces points, sur lesquels Kautsky oppose l'insurrection de mars des ouvriers parisiens à notre révolution d'octobre-novembre, coïncident dans une certaine mesure.

Mais en quoi diffèrent-ils ? Avant tout, en ce que les sinistres projets de Thiers se sont réalisés, en ce que Paris fut étranglé et des dizaines de milliers d'ouvriers massacrés, tandis que Milioukov s'est effondré misérablement, que Pétersbourg est demeuré la citadelle inexpugnable du prolétariat, que les leaders de la bourgeoisie russe sont allés en Ukraine solliciter l'occupation de la Russie par les armées du kaiser. C'est évidemment pour une bonne part notre faute et nous sommes prêts à en porter la responsabilité. La différence essentielle est encore en ceci - et c'est ce qui s'est fait plus d'une fois sentir dans le développement ultérieur des événements - que, tandis que les communards portaient de préférence de considérations patriotiques, nous nous plaçons invariablement au point de vue de la révolution internationale. La défaite de la Commune a mené à l'effondrement de fait de la Première Internationale. La victoire du pouvoir soviétique a conduit à la fondation de la Troisième Internationale.

Mais Marx - à la veille de la Révolution conseillait aux communards, non l'insurrection, mais l'organisation ! À la rigueur, en pourrait encore comprendre que Kautsky apportât ce témoignage afin de démontrer combien Marx sous-estimait l'acuité de la situation à Paris. Mais Kautsky veut à tout prix exploiter le conseil de Marx pour souligner le préjudice que portent au mouvement les insurrections en général. Pareil à tous les mandarins de la social-démocratie, Kautsky voit avant tout dans l'organisation un moyen de gêner l'action révolutionnaire.

Si même on se limite à la question de l'organisation, il convient de ne pas oublier que la Révolution de novembre avait été précédée par les neuf mois d'existence du gouvernement de Kerensky, au cours desquels notre parti s'occupa non sans succès et d'agitation et d'organisation. La Révolution de novembre a été accomplie après que nous eûmes conquis l'écrasante majorité dans les Soviets d'ouvriers et de soldats de Pétersbourg, de Moscou et en général dans tous les centres industriels du pays, et transformé les Soviets en organisations puissantes, dirigées par notre parti. Chez les communards, il n'y eut rien de semblable. Enfin nous avons derrière - nous l'héroïque Commune de Paris, de l'effondrement de laquelle nous avons tiré cette déduction qu'il appartient aux révolutionnaires de prévoir les événements et de s'y préparer. - Encore une fois, tels sont nos torts.

La Commune de Paris et le terrorisme.

Kautsky n'a besoin d'un ample parallèle entre la Commune et le pouvoir soviétique que pour calomnier et ravalier la vivante et triomphante dictature du prolétariat, en faveur d'une tentative de dictature qui remonte à un passé déjà lointain.

Kautsky cite avec une satisfaction excessive une déclaration du Comité Central de la garde nationale, en date du 19 mars, au sujet de l'assassinat, par les soldats, de deux généraux,

Lecomte et Clément Thomas : « Nous le disons avec indignation. C'est une tache de sang dont on vent salir notre honneur. C'est une misérable calomnie jamais nous n'avons ordonné le meurtre; la garde nationale n'a aucunement participé à la perpétration du crime ».

On comprendra que le Comité Central n'avait aucune raison de prendre sur lui la responsabilité d'un meurtre dans lequel il n'était pour rien. Mais le ton pathétique et sentimental de la déclaration caractérise bien la timidité politique de ces hommes devant l'opinion publique bourgeoise. Faut-il s'en étonner ? Les représentants de la garde nationale étaient pour la plupart des hommes d'un stage révolutionnaire fort modeste. « Pas un dont le nom soit connu, - écrit Lissagaray. Ce sont des petits bourgeois, des épiciers, étrangers aux organisations, réservés, et en majeure partie étrangers à la politique. » (p. 70)

« Un sentiment discret quelque peu craintif, de terrible responsabilité historique, et le désir de s'y soustraire au plus tôt - écrit Lavrov à ce sujet - perce dans toutes les proclamations de ce Comité Central, aux mains duquel Paris est tombé. » (p. 77)

Ayant cité, pour nous faire honte, cette déclaration sur l'effusion de sang, Kautsky, après Marx et Engels, critique l'indécision de la Commune « Si les Parisiens (c'est-à-dire les communards) s'étaient lancés inlassablement à la poursuite de Thiers, peut-être eussent-ils réussi à s'emparer du gouvernement. Les troupes qui reculaient de Paris n'auraient pu leur opposer la plus petite résistance... Mais Thiers put battre en retraite sans encombre. On lui permit de se retirer avec son armée, de la réorganiser à Versailles, de lui insuffler un renouveau moral et de la renforcer. » (p. 49)

Kautsky ne peut pas comprendre que ce sont les mêmes hommes et pour les mêmes causes qui ont publié la déclaration citée du 19 mars et qui ont permis à Thiers de se retirer sans coup férir et de regrouper son armée. Si les communards avaient pu vaincre rien qu'en exerçant une influence morale, leur déclaration eût été d'une grande importance. Mais ce ne fut pas le cas, En fait, leur sentimentalité humanitaire n'était que l'envers de leur passivité révolutionnaire. Des hommes à qui par la volonté du sort est échu le gouvernement de Paris, et qui ne comprennent pas la nécessité de s'en servir immédiatement et totalement pour se lancer à la poursuite de Thiers, pour l'écraser sans retour avant qu'il ait eu le temps de se raviser, pour prendre l'armée bien en main, pour effectuer un nettoyage indispensable dans le corps de commandement, pour s'emparer de la province - de tels hommes ne pouvaient naturellement pas être disposés à sévir rigoureusement contre les éléments contre-révolutionnaires. Il y a une connexion étroite entre ces choses. Il était impossible de se lancer à la poursuite de Thiers sans arrêter ses agents à Paris, et sans fusiller les conspirateurs et les espions. En considérant l'assassinat des généraux contre-révolutionnaires comme un crime abominable, il eût été puéril de vouloir développer l'énergie parmi les troupes de poursuite commandées par des généraux contre-révolutionnaires.

En révolution, une énergie supérieure équivaut à une humanité supérieure. « Ce sont précisément ces hommes - écrit fort justement Lavrov - qui attachent tant de prix à la vie humaine, au sang humain, qui doivent mettre tout en œuvre Pour obtenir une victoire rapide et décisive et qui, ensuite, doivent agir au plus vite pour la soumission énergique des ennemis; car ce n'est que par cette manière de procéder que l'on peut obtenir le minimum de pertes inévitables et le minimum de sang versé. » (p. 225)

La déclaration du 19 mars peut, cependant, être appréciée plus exactement si on l'envisage non comme une profession de foi absolue, mais comme l'expression d'un état d'esprit passager au

lendemain d'une victoire inattendue obtenue sans la moindre effusion de sang. Totalemement étranger à la compréhension de la dynamique de la révolution et à l'état d'esprit qui se modifie rapidement par suite des conditions intérieures, Kautsky pense au moyen de formules mortes et déforme la perspective des événements par des analogies arbitraires. Il ne comprend pas que cette indécision généreuse est en général naturelle aux masses dans la première époque de la révolution. Les ouvriers ne passent à l'offensive que sous l'empire d'une nécessité de fer, comme ils ne passent à la terreur rouge que sous la menace des massacres contre-révolutionnaires. Ce que Kautsky dépeint comme le résultat d'une morale particulièrement élevée du prolétariat parisien de 1871, ne fait en réalité que caractériser la première étape de la guerre civile. Des faits semblables ont été également observés chez nous.

À Pétersbourg, nous avons conquis le pouvoir en octobre-novembre 1917, presque sans effusion de sang, et même sans arrestations. Les ministres du gouvernement de Kérénsky avaient été remis en liberté aussitôt après la révolution. Bien plus, après que le pouvoir eut passé au Soviet, le général cosaque Krasnov, qui avait attaqué Pétersbourg de concert avec Kérénsky, et avait été fait prisonnier à Gatchina, fut remis en liberté, sur parole d'honneur, dès le lendemain. « Magnanimité » qui est bien dans l'esprit des premiers jours de la Commune, mais qui n'en fut pas moins une erreur. Le général Krasnov, après avoir, dans le sud, guerroyé contre nous pendant près d'une année, après avoir massacré plusieurs milliers de communistes, a récemment attaqué une nouvelle fois Pétersbourg, mais cette fois dans les rangs de l'armée de Youdenitch. La révolution prolétarienne ne se fit plus violente qu'après la révolte des junkers à Pétersbourg et surtout après la révolte - tramée par les cadets, les socialistes révolutionnaires, les mencheviks - des Tchécoslovaques dans la région de la Volga où des milliers de communistes furent égorgés, après l'attentat sur Lénine, l'assassinat d'Ouritsky, etc., etc.

Ces mêmes tendances, mais seulement dans leurs premières phases, nous les observons aussi dans l'histoire de la Commune.

Poussée par la logique de la lutte, elle entra en principe dans la voie des menaces. La création du Comité de Salut public était dictée pour beaucoup de ses partisans par l'idée de la terreur rouge. Ce Comité se destinait à faire « couper la tête aux traîtres » (Journal Officiel n° 123), et à « frapper la trahison » (même journal no 124). Parmi les décrets de « menace », il convient de signaler l'ordonnance (du 3 avril) sur la séquestration des biens de Thiers et de ses ministres, la démolition de sa maison, le renversement de la colonne 'Vendôme, et en particulier le décret sur les otages. Pour chaque prisonnier ou partisan de la Commune fusillé par les Versaillais, on devait fusiller trois fois plus d'otages. Les mesures prises par la Préfecture de police, dirigée par Raoul Rigault, étaient d'un caractère purement terroriste, quoiqu'elles ne fussent pas toujours conformes au but poursuivi. La réalité en était paralysée par l'esprit de conciliation informe des éléments dirigeants de la Commune, par leur désir de concilier par des phrases creuses la bourgeoisie avec le fait accompli, par leurs oscillations entre la fiction de la démocratie et la réalité de la dictature. Cette dernière pensée est admirablement formulée par Lavrov dans son livre sur la Commune.

« Le Paris des riches et des prolétaires miséreux, celui des contrastes sociaux, en tant que Commune politique, exigeait, au nom des principes libéraux, une complète liberté de parole, de réunion, de critique du gouvernement, etc. Paris, qui venait d'accomplir la révolution dans l'intérêt du prolétariat, et qui s'était donné pour but de la réaliser dans les institutions, réclamait, en tant que Commune du prolétariat ouvrier émancipé, des mesures

révolutionnaires, c'est-à-dire dictatoriales, vis-à-vis des ennemis du nouveau régime. » (pp. 143-144)

Si la Commune de Paris n'était pas tombée, si elle avait pu se maintenir dans une lutte ininterrompue, il ne peut y avoir de doute qu'elle eût été obligée de recourir à des mesures de plus en plus rigoureuses pour écraser la contre-révolution. Il est vrai que Kautsky n'aurait pas eu dès lors la possibilité d'opposer les communards humanitaires aux bolcheviks inhumains. En revanche, Thiers n'aurait pu commettre sa monstrueuse saignée du prolétariat de Paris. - L'histoire y eût trouvé malgré tout son compte.

Le Comité Central arbitraire et la Commune « Démocratique ».

« Le 19 mars (relate Kautsky), au Comité Central de la garde nationale, les uns exigèrent qu'on marchât sur Versailles, les autres qu'on en appelât aux électeurs, les troisièmes qu'on recourût avant tout aux mesures révolutionnaires, comme si chacun de ces pas (ainsi que nous l'apprend notre auteur avec une grande profondeur d'esprit) n'était pas également nécessaire et comme si l'un eût exclu l'autre. » (p. 54)

Dans les lignes qui suivent, Kautsky, au sujet de ces désaccords au sein de la Commune, nous offrira des banalités réchauffées sur les rapports réciproques entre les réformes et la révolution. En réalité, la question se posait ainsi : si l'on voulait prendre l'offensive sur Versailles et le faire sans perdre un instant, il était nécessaire de réorganiser sur le champ la garde nationale, de mettre à sa tête les éléments les plus combattifs du prolétariat parisien, ce qui eût entraîné un affaiblissement temporaire de Paris dans sa position révolutionnaire. Mais organiser les élections à Paris, tout en faisant sortir de ses murs l'élite de la classe ouvrière, eût été dépourvu de sens du point de vue du parti révolutionnaire. Certes, la marche sur Versailles et les élections à la Commune ne se contredisaient nullement en théorie ; mais, dans la pratique, elles s'excluaient : pour le succès des élections, il fallait remettre la marche sur Versailles; pour le succès de celle-ci, il fallait remettre les élections. Enfin, en se mettant en campagne, le prolétariat affaiblissait provisoirement Paris et, dès lors, il devenait indispensable de s'assurer contre toutes les possibilités de surprises contre-révolutionnaires dans la capitale, car Thiers ne se fût arrêté devant rien pour allumer derrière les communards l'incendie de la réaction. Il fallait établir dans la capitale un régime plus militaire, c'est-à-dire plus rigoureux. « On était obligé de lutter - écrit Lavrov - contre une multitude d'ennemis intérieurs qui foisonnaient dans Paris, et qui, hier encore, se révoltaient aux abords de la Bourse et de la place Vendôme, qui avaient leurs représentants dans la garde nationale, qui avaient leur presse, leurs assemblées, qui, presque au grand jour, entretenaient des rapports avec les Versaillais, et qui se faisaient toujours plus résolus et audacieux à chaque imprudence, à chaque insuccès de la Commune. » (p. 87) Il était encore nécessaire de prendre en même temps une série de mesures d'ordre économique et financier, pour satisfaire avant tout aux besoins de l'armée révolutionnaire. Toutes ces mesures les plus indispensables de la dictature révolutionnaire n'auraient pu qu'avec peine se concilier avec une large campagne électorale. Mais Kautsky n'a pas la moindre compréhension de ce qu'est une révolution en fait. Il pense que concilier théoriquement signifie réaliser pratiquement.

Le Comité Central avait fixé les élections à la Commune au 22 mars, mais manquant de confiance en soi, s'effrayant de son illégalité, s'efforçant d'agir en accord avec une institution plus « légale », il ouvrit des pourparlers, d'ailleurs ineptes et interminables, avec l'assemblée, dépourvue d'autorité, des maires et des députés de Paris, prêt à partager le pouvoir avec elle, ne fût-ce que pour arriver à un accord. On perdit ainsi un temps précieux.

Marx, sur lequel Kautsky, selon une vieille habitude, tente de s'appuyer, n'a proposé, en aucun cas, d'élire la Commune et de lancer simultanément les ouvriers dans une campagne militaire. Dans sa lettre à Kugelmann, du 12 avril 1871, Marx écrivait que le Comité Central de la garde nationale avait bien trop tôt fait abandon de ses pouvoirs pour laisser le champ libre à la Commune. Kautsky, selon ses propres paroles, « ne comprend pas » cette opinion de Marx. La chose est bien simple. Marx comprenait en tout cas que la tâche consistait, non à courir après la légalité, mais à porter un coup mortel à l'ennemi. Si le Comité Central avait été composé de vrais révolutionnaires - dit fort justement Lavrov - il eût dû agir bien différemment. Il eût été impardonnable de sa part d'accorder dix jours à ses ennemis avant l'élection et la convocation de la Commune, pour qu'ils puissent se remettre au moment où les dirigeants du prolétariat abandonnaient leur tâche et ne se reconnaissaient pas le droit de diriger immédiatement le prolétariat. Le manque de préparation total des partis populaires produisait maintenant un Comité qui considérait ces dix jours d'inaction comme obligatoires.

Les aspirations du Comité Central, désireux de remettre au plus vite le pouvoir à un gouvernement « légal », étaient moins dictées par les superstitions d'une démocratie formelle qui, du reste, ne faisaient pas défaut, que par la peur des responsabilités. Sous prétexte qu'il n'était qu'une institution provisoire, le Comité Central, bien que tout l'appareil du pouvoir fût concentré entre ses mains, refusa de prendre les mesures les plus nécessaires et les plus urgentes. Or, la Commune ne reprit pas la totalité du pouvoir politique au Comité Central qui continua, sans beaucoup se gêner, à s'immiscer dans toutes les affaires. Il en résulta une dualité de pouvoir extrêmement dangereuse, notamment pour la situation militaire.

Le 3 mai, le Comité Central envoya à la Commune une députation qui exigea la remise de la direction du ministère de la guerre. De nouveau - comme le dit Lissagaray, - cette question fut soulevée : « S'il convenait de dissoudre le Comité Central ou de l'arrêter, ou s'il fallait lui remettre la direction du ministère de la guerre ».

D'une façon générale, il s'agissait ici, non des principes de la démocratie, mais de l'absence, chez les deux parties, d'un programme d'action net et du désir commun, tant à l'organisation révolutionnaire absolue, personnifiée par le Comité Central, qu'à l'organisation « démocratique » de la Commune, de se décharger l'un sur l'autre des responsabilités, tout en ne renonçant pas totalement au pouvoir. De tels rapports politiques ne sont pas dignes d'imitation.

« Mais le Comité Central - ainsi se console Kautsky - n'a jamais tenté de porter atteinte au principe en vertu duquel le pouvoir supérieur doit appartenir aux élus du suffrage universel. Sur ce point, la Commune de Paris était nettement opposée à la République soviétique » (p. 55). Il n'y eut pas d'unité de volonté gouvernementale, pas plus que d'audace révolutionnaire, mais il y eut dualité de pouvoir et le résultat en fut un écroulement rapide et épouvantable. En revanche - et n'est-ce pas une consolation suffisante ? - aucune atteinte ne fut portée au « principe » de la démocratie.

La Commune démocratique et la Dictature révolutionnaire.

Le camarade Lénine a déjà démontré à Kautsky que tenter de dépeindre la Commune comme une démocratie formelle n'est que charlatanisme théorique. La Commune, tant par les traditions que par les intentions de ceux qui la dirigeaient - les blanquistes - était l'expression de la dictature -révolutionnaire d'une ville sur le pays tout entier. Il en fut ainsi dans la Grande Révolution française ; il en eût été de même dans la Révolution de 1871 si la Commune ne fût pas tombée si vite. Le fait que dans Paris même le pouvoir ait été élu sur la base du suffrage

universel, n'exclut pas l'autre fait bien plus- important : l'action militaire de la Commune, d'une ville, contre la France paysanne, c'est-à-dire contre toute la nation. Pour que le grand démocrate Kautsky puisse être avec raison satisfait, il eût fallu que les révolutionnaires de la Commune questionnassent au préalable, par voie du suffrage universel, toute la population de la France pour savoir si, oui ou non, on devait faire la guerre aux bandes de Thiers.

Enfin, dans Paris même, les élections s'effectuèrent après la fuite de la bourgeoisie, partisane de Thiers, tout au moins de ses éléments les plus actifs, et après l'évacuation des armées de l'ordre. La bourgeoisie qui restait à Paris, malgré toute son impertinence, n'en redoutait pas moins les batailles révolutionnaires, et c'est sous l'impression de cette crainte, - pressentiment de l'inévitable terreur rouge de l'avenir, - que se passèrent les élections. Se consoler de ce que le Comité Central de la garde nationale, sous la dictature duquel - par malheur dictature molle et informe, - s'effectuaient les élections à la Commune, n'attenta pas au principe du suffrage universel, c'est, en réalité, donner des coups d'épée dans l'eau.

Multipliant les comparaisons stériles, Kautsky profite de l'ignorance de ses lecteurs. À Pétersbourg, en novembre 1917, nous avons aussi élu une Commune (la Douma municipale) sur la base du même suffrage « démocratique » sans restriction pour la bourgeoisie. Ces élections, par suite du boycottage des partis bourgeois, nous donnèrent une écrasante majorité.⁴ La Douma, élue démocratiquement, se soumit volontairement au Soviet de Pétersbourg, c'est-à-dire qu'elle mit le fait de la dictature du prolétariat au-dessus du « principe » du suffrage universel; et quelque temps après, elle se dissolvait de sa propre initiative en faveur d'une des sections du Soviet pétersbourgeois. De la sorte, le Soviet de Pétersbourg, - ce vrai père du pouvoir soviétique - a pour lui la grâce divine, une auréole formellement démocratique, qui ne le cède en rien à celle de la Commune de Paris.

Lors des élections du 26 mars, 90 membres avaient été élus à la Commune. Parmi eux se trouvaient 15 membres du parti gouvernemental (Thiers) et 6 radicaux bourgeois qui, tout en étant les adversaires du gouvernement, n'en condamnaient pas moins l'insurrection des ouvriers parisiens.

« La République soviétique, - nous apprend Kautsky, - n'aurait jamais toléré que de pareils éléments contre-révolutionnaires fussent admis, ne serait-ce que comme candidats, et à plus forte raison comme élus. La Commune, par respect de la démocratie, ne mit pas le moindre obstacle à l'élection de ses adversaires » (pp. 55-56). Nous avons déjà vu plus haut Kautsky battre la campagne dans tous les sens. En premier lieu, dans la phase analogue du développement de la Révolution russe, on a procédé à des élections démocratiques à la Commune de Pétersbourg, élections pendant lesquelles le pouvoir soviétique laissa toute latitude aux partis, et si les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui avaient leur presse, qui conviaient ouvertement la population au renversement du pouvoir soviétique, boycottèrent ces élections, c'est uniquement parce qu'ils espéraient à cette époque en finir promptement avec nous par la force des armes. En second lieu, il n'y eut pas dans la Commune de Paris de

⁴ Il n'est pas sans intérêt de noter qu'aux élections communales de 1871, à Paris, 230 000 électeurs participèrent. Aux élections municipales de novembre 1917, à Pétersbourg, en dépit du boycottage des élections par tous les partis, sauf le nôtre et celui des socialistes révolutionnaires qui n'avait dans la capitale presque aucune influence, 400 000 électeurs participèrent, Paris en 1871 comptait 2 000 000 d'habitants. Pétersbourg en 1917 en comptait 2 000 000. Il faut prendre en considération que notre système électoral était incomparablement plus démocratique, le Comité Central de la garde nationale ayant fait les élections sur la base de la loi électorale de l'empire.

démocratie qui groupât toutes les classes. Pour les députés bourgeois, - conservateurs, libéraux, gambettistes, - il ne s'y trouva pas de place.

« Presque tous ces personnages, - écrit Lavrov, - soit sur le champ, soit très vite, sortirent des Conseils de la Commune ; certes, ils auraient pu être les représentants de Paris - de la ville libre sous l'administration de la bourgeoisie - mais Os furent totalement déplacés dans la Commune, qui, bon gré mal gré, consciemment ou inconsciemment, complètement ou incomplètement, mais tout de même incarnait la révolution du prolétariat et la tentative, quoique faible, de créer les formes d'une société qui se fût harmonisée avec cette révolution » (pp. 111-112). Si la bourgeoisie pétersbourgeoise n'avait pas boycotté les élections communales, ses représentants fussent entrés à la Douma de Pétersbourg. Ils y seraient restés jusqu'à la première insurrection des socialistes-révolutionnaires et des cadets, après quoi - avec ou sans la permission de Kautsky - ils eussent été probablement arrêtés s'ils n'eussent pas quitté la Douma à temps, comme d'ailleurs l'avaient fait, à un certain temps, les membres bourgeois de la Commune de Paris. Le cours des événements fût resté le même, si ce n'est que quelques épisodes se fussent passés autrement.

Glorifiant la démocratie de la Commune et en même temps l'accusant d'avoir manqué de hardiesse à l'égard de Versailles, Kautsky ne comprend pas que les élections communales, qui se firent avec la participation à double sens des maires et des députés « légaux », reflétaient l'espoir de la conclusion d'un accord pacifique avec Versailles. C'est pourtant là tout le fond des choses. Les dirigeants voulaient une entente et non la lutte. Les masses n'avaient pas encore épuisé leurs illusions. Les pseudo-autorités révolutionnaires n'avaient pas encore eu le temps de s'effondrer lamentablement. Et le tout s'appelait « démocratie ».

« Nous devons dominer nos ennemis par la force morale... - préconisait Vermorel. - Il ne faut pas toucher à la liberté et à la vie de l'individu... » Vermorel, qui aspirait à conjurer la « guerre civile », conviait la bourgeoisie libérale, qu'il stigmatisait jadis si impitoyablement, à former un « pouvoir régulier, reconnu et respecté par toute la population parisienne ». Le journal officiel, publié sous la direction de l'internationaliste Longuet, écrivait : « Le regrettable malentendu qui, dans les journées de juin (1848), a armé l'une contre l'autre deux classes sociales, ne peut déjà plus se reproduire. L'antagonisme des classes a cessé d'être » (30 mars). Et plus loin : « Désormais, toute discorde a disparu, parce que jamais il n'y eut aussi peu de haine et d'antagonismes sociaux » (3 avril). À la séance de la Commune du 25 avril, ce ne fut pas sans raison que Jourde se vanta que « la Commune n'eût jamais porté atteinte à la propriété ». C'est ainsi qu'il s'imaginait conquérir l'opinion des milieux bourgeois et s'acheminer vers un accord.

« Ces assurances - dit fort justement Lavrov - ne désarmèrent nullement les ennemis du prolétariat qui comprenaient parfaitement combien le triomphe de celui-ci les menaçait; par contre, elles enlevèrent au prolétariat toute énergie combative et l'aveuglèrent, comme à dessein, en présence d'ennemis irréductibles » (p. 371). Mais ces assurances émoussées étaient indissolublement liées à la fiction de la démocratie. La forme de pseudo-légalité faisait croire que la question pouvait se résoudre sans lutte. « En ce qui concerne les masses de la population - écrit un membre de la Commune, Arthur Arnould - elles croyaient, non sans quelque raison, à l'existence d'une entente tacite avec le gouvernement ». Impuissants à s'attirer la bourgeoisie, les conciliateurs, comme toujours, induisaient le prolétariat en erreur.

Que dans les conditions de l'inévitable guerre civile qui commençait déjà, le parlementarisme n'exprimât plus que l'impuissance conciliatrice des groupes dirigeants, c'est ce dont témoigne de la façon la plus évidente la procédure insensée des élections complémentaires à la Commune

(16 avril). À ce moment, « on n'avait que faire du vote », écrit Arthur Arnould. La situation était devenue tragique, au point qu'on n'avait plus ni le loisir, ni le sang-froid nécessaire pour que les élections générales puissent faire leur œuvre. « Tous les hommes fidèles à la Commune étaient sur les fortifications, dans les forts, dans les postes avancés. Le peuple n'attachait aucune importance à ces élections complémentaires. Ce n'était au fond que du parlementarisme. L'heure n'était plus à compter les électeurs, mais à avoir des soldats ; à ne pas vouloir connaître si nous avions grandi ou baissé dans l'opinion de Paris, mais à défendre celui-ci contre les Versaillais ». Ces paroles auraient pu faire comprendre à Kautsky pourquoi il n'est pas si facile de combiner dans la réalité la guerre de classe avec une démocratie groupant toutes les classes.

« La Commune n'est pas une Assemblée Constituante, écrivait, dans sa publication, Millière, une des plus belles têtes de la Commune - elle est un conseil de guerre. Elle ne doit avoir qu'un but : la victoire ; qu'une arme : la force ; qu'une loi : celle du salut public ».

« Ils n'ont jamais pu comprendre - s'écrie Lissagaray en accusant les leaders - que la Commune était une barricade et non une administration ». Ils ne commencèrent à le comprendre qu'à la fin, lorsqu'il était déjà trop tard. Kautsky ne l'a pas encore compris. Et rien ne fait prévoir qu'il le comprenne un jour.

La Commune a été la négation vivante de la démocratie formelle, car, dans son développement, elle a marqué la dictature du Paris ouvrier sur la nation paysanne. Ce fait domine tous les autres. Quels que fussent les efforts des routiniers politiques au sein de la Commune même pour se cramponner à la visibilité de la légalité démocratique, chaque action de la Commune, insuffisante pour la victoire, était suffisante pour convaincre de sa nature illégale.

La Commune, c'est-à-dire la municipalité parisienne, abrogea la conscription nationale. Elle intitula son organe officiel : journal *officiel de la République française*. Bien que timidement, elle toucha à la Banque de France. Elle proclama la séparation de l'Église et de l'État et supprima le budget des cultes. Elle entra en relations avec les ambassades étrangères, etc., etc. Tout cela, elle le fit au nom de la dictature révolutionnaire. Mais le démocrate Clemenceau qui, à l'époque, était encore vert ne voulut pas reconnaître ce droit.

À l'Assemblée avec le Comité Central, Clemenceau déclara : « L'insurrection a un motif illégal. Bientôt le Comité deviendra ridicule et ses décrets méprisables. De plus, Paris n'a pas le droit de s'insurger contre la France et doit accepter formellement l'autorité de l'Assemblée ».

La tâche de la Commune était de dissoudre l'Assemblée nationale. Et Kautsky, maintenant, se met en quête, pour ces desseins criminels, de circonstances atténuantes.

Il argue de ce que les communards avaient à l'Assemblée nationale des adversaires monarchistes tandis qu'à l'Assemblée Constituante nous avions contre nous... des socialistes-révolutionnaires et mencheviks. C'est bien ce qu'on peut appeler une totale éclipse d'esprit ! Kautsky parle des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, mais il oublie l'unique ennemi sérieux : les cadets. Ils constituaient précisément notre parti « versaillais » russe, c'est-à-dire le bloc des propriétaires au nom de la propriété, et le professeur Milioukov parodiait de son mieux le petit grand homme. De bonne heure - bien avant la Révolution d'octobre - Milioukov s'était mis à la recherche d'un Galliffet, qu'il avait tour à tour cru trouver en la personne des généraux Kornilov, Alexeïev, Kalédine, Krasnov ; et après que Koltchak eut relégué à l'arrière-plan les partis politiques et dissous l'Assemblée Constituante, le parti cadet, l'unique parti bourgeois sérieux, de nature essentiellement monarchique, non seulement ne lui refusa pas son appui, mais au contraire l'entoura d'une sympathie toujours plus grande.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ne jouèrent chez nous aucun rôle autonome, comme il en est d'ailleurs du parti Kautsky dans les événements révolutionnaires d'Allemagne. Ils avaient édifié toute leur politique sur la coalition avec les cadets, leur assurant ainsi une situation prépondérante qui ne correspondait guère à la corrélation des forces politiques. Les partis socialistes-révolutionnaires et menchevik n'étaient qu'un appareil de transmission destiné à gagner dans les meetings et aux élections la confiance politique des masses révolutionnaires réveillées, pour en faire bénéficier l'impérialiste parti contre-révolutionnaire cadet, - indépendamment d'ailleurs de l'issue des élections. La dépendance de la majorité menchevik et socialiste-révolutionnaire à l'égard de la minorité cadette n'était qu'une raillerie mal dissimulée de la démocratie. Mais ce n'est pas tout. Dans toutes les parties du pays où le régime « démocratique » subsistait assez longtemps, il se terminait inévitablement par un coup d'État contre-révolutionnaire. Il en fut ainsi en Ukraine où la Rada démocratique, qui avait vendu le pouvoir soviétique à l'impérialisme allemand, se vit elle-même rejetée par la monarchie de Skoropadsky. Il en fut ainsi au Kouban, où la Rada démocratique disparut sous le talon de Denikine. Il en fut ainsi - et c'est l'expérience la plus importante de notre « démocratie » - en Sibérie, où l'Assemblée Constituante officiellement gouvernée par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, - par suite de l'absence des bolcheviks - en fait dirigée par les cadets, conduisit à la dictature de l'amiral tsariste Koltchak. Il en fut ainsi dans le Nord, où les membres de la Constituante, personnifiés par le gouvernement du socialiste-révolutionnaire Tchaïkovsky, ne furent que des figurants en présence desquels agissaient les généraux contre-révolutionnaires russes et anglais. Dans tous les petits gouvernements limitrophes, les choses se sont passées ou se passent ainsi : en Finlande, en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, en Pologne, en Géorgie, en Arménie, où, sous le pavillon formel de la démocratie, le régime des propriétaires, des capitalistes et du militarisme étranger s'affermi.

L'ouvrier parisien de 1871. - Le Proletaire Pétersbourgeois de 1917.

Un des plus grossiers parallèles, que rien ne justifie, et qui est politiquement une honte, trace par Kautsky entre la Commune et la Russie soviétique, est bien celui qui concerne le caractère de l'ouvrier parisien de 1871 et du prolétaire russe en 1917-1919. Kautsky nous dépeint le premier comme un enthousiaste révolutionnaire, capable de la plus haute abnégation, tandis qu'il nous représente le second comme un égoïste, un profiteur, un anarchiste forcené.

L'ouvrier parisien a derrière lui un passé trop bien défini pour avoir besoin de recommandations révolutionnaires - ou pour devoir se défendre des louanges du Kautsky actuel. Néanmoins, le prolétariat de Pétersbourg n'a pas et ne peut avoir de motifs de renoncer à se comparer à son frère aîné. Les trois années de lutte ininterrompue des ouvriers pétersbourgeois - d'abord pour la conquête du pouvoir - ensuite pour son maintien et son affermissement au milieu de souffrances telles qu'on n'en vit jamais, malgré la faim, le froid, les dangers continuels, constituent un fait exceptionnel dans les annales de l'héroïsme et de l'abnégation des masses. Kautsky, comme nous le montrons par ailleurs, prend, pour les comparer à l'élite des communards, les éléments les plus obscurs du prolétariat russe, Il ne se distingue en rien sur ce point des sycophantes bourgeois pour lesquels les morts de la Commune sont infiniment plus sympathiques que les vivants. Le prolétariat pétersbourgeois a pris le pouvoir quarante-cinq ans après le prolétariat parisien. Ce laps de temps nous a dotés d'une immense supériorité. Le caractère petit-bourgeois et artisan du vieux et en partie du nouveau Paris est totalement étranger à Pétersbourg, centre de l'industrie la plus concentrée du monde. Cette dernière circonstance nous a facilité considérablement et nos tâches d'agitation et d'organisation et

l'établissement du régime soviétique. Notre prolétariat est loin de posséder les riches traditions du prolétariat français. Mais en revanche, au début de la Révolution présente, la grande expérience des insuccès de 19(5 était encore vivante dans la mémoire de la génération aînée, qui n'oubliait pas quel devoir de vengeance lui avait été légué. Les ouvriers russes ne sont pas passés, comme les ouvriers français, par la longue école de la démocratie et du parlementarisme, école qui, à certaines époques, fut un facteur important dans la culture politique du prolétariat. Mais, d'autre part, l'amertume des déceptions et le poison du scepticisme, qui lient la volonté révolutionnaire du prolétariat français - jusqu'à une heure que nous espérons proche n'avaient pas eu le temps de se déposer dans l'âme de la classe ouvrière russe.

La Commune de Paris a subi une défaite militaire avant que, devant elle, se fussent dressées, de toute leur hauteur, les questions économiques! En dépit des magnifiques qualités guerrières des ouvriers parisiens, la situation militaire de la Commune fut de bonne heure désespérée : l'indécision et l'esprit de conciliation des sphères supérieures avaient engendré la désagrégation des couches inférieures.

La solde de garde national était payée à 162 000 simples soldats et à 6 500 officiers, mais le nombre de ceux qui, réellement, allaient au combat, surtout après la sortie infructueuse du 3 avril, variait entre vingt et trente mille.

Ces faits ne compromettent nullement les ouvriers parisiens et ne donnent à personne le droit de nier leur courage ou de les qualifier de déserteurs, - bien que les cas de désertion n'eussent certainement pas fait défaut parmi eux. La capacité guerrière d'une armée requiert surtout l'existence d'un appareil de direction régulier et centralisé. Les communards n'en avaient pas même l'idée.

Le département de la guerre de la Commune siégeait, selon l'expression d'un auteur, dans une chambre sombre où tout le monde se bousculait. Le bureau du ministère était rempli d'officiers, de gardes nationaux qui exigeaient soit des fournitures militaires, soit des approvisionnements, ou qui se plaignaient qu'on ne les relevât pas. On les renvoyait au Commandement de la place. « Certains bataillons restaient dans les tranchées de 20 à 30 jours, tandis que les autres étaient constamment en réserve. Cette insouciance tua bien vite toute discipline. Les plus courageux ne voulaient plus dépendre que d'eux-mêmes; les autres se défilaient. Les officiers agissaient de même; les uns abandonnaient leur poste pour aller au secours du voisin subissant le feu de l'ennemi ; les autres partaient en ville... » (*La Commune de Paris de 1871*, P. Lavrov, 1919, p. 100).

Pareil régime ne pouvait pas rester impuni. La Commune fut noyée dans le sang. Mais, à ce sujet, on trouve chez Kautsky une consolation unique en son genre : « La conduite de la guerre - dit-il en secouant la tête - n'est pas en général le côté fort du prolétariat » (p. 76).

Cet aphorisme digne de Pangloss est à la hauteur d'un autre apophtegme de Kautsky, à savoir que l'Internationale n'est pas une arme du temps de guerre, étant par sa nature « un instrument de paix ».

Le Kautsky actuel se résume, au fond, tout entier, dans ces deux aphorismes ; et sa valeur est à peine supérieure au zéro absolu. « La conduite de la guerre, voyez-vous, n'est pas en général le côté fort du prolétariat ; d'autant plus que l'Internationale n'a pas été créée pour une période de guerre ». Le bateau de Kautsky a été construit pour naviguer sur les eaux tranquilles des étangs, et non pour affronter la pleine mer et traverser, les orages. S'il commence à faire eau et s'il coule maintenant à fond, les torts sont évidemment du côté de la tempête, des éléments, de l'immensité

des vagues et de toute une série d'autres circonstances imprévues auxquelles Kautsky ne destinait pas son magnifique instrument.

Le prolétariat international s'est donné pour tâche de conquérir le pouvoir. Que la guerre civile « en général » soit ou non un des attributs indispensables de la révolution « en général », il n'en reste pas moins incontestable que le mouvement en avant du prolétariat, en Russie, en Allemagne et dans certaines parties de l'ancienne Autriche Hongrie, a revêtu la forme d'une guerre civile à outrance, et ce, non seulement sur les fronts intérieurs, mais sur les fronts extérieurs. Si la conduite de la guerre n'est pas le côté fort du prolétariat, et si l'Internationale ouvrière n'est bonne que pour les époques pacifiques, il faut faire une croix sur la révolution et sur le socialisme, car la conduite de la guerre est un des côtés suffisamment forts du gouvernement capitaliste, qui, sans guerre, ne permettra certes pas à l'ouvrier d'arriver au pouvoir. Il ne reste plus qu'à considérer ce qu'on appelle « démocratie socialiste » comme un parasite de la société capitaliste et du parlementarisme bourgeois, c'est-à-dire à sanctionner ouvertement ce que font en politique les Ebert, les Scheidemann, les Renaudel, et ce contre quoi Kautsky, semble-t-il, s'élève encore.

La conduite de la guerre n'était pas le côté fort de la Commune. C'est la raison qui fait qu'elle a été écrasée. Et comme elle fut écrasée impitoyablement !

« Il faut remonter - écrivait en son temps l'historien libéral, plutôt libéral modéré, Fiaux - aux proscriptions de Sylla, d'Antoine et d'Octave pour trouver pareils assassinats dans l'histoire des nations civilisées; les guerres religieuses sous les derniers Valois, la nuit de la Saint-Barthélemy, l'époque de la Terreur ne sont en comparaison que des jeux d'enfants. Dans la seule dernière semaine de Mai, on a relevé à Paris 17 000 cadavres de fédérés insurgés... On tuait encore vers le 15 juin ».

« ... La conduite de la guerre, en général, n'est pas le côté fort du prolétariat... »

Mais c'est faux ! Les ouvriers russes ont montré qu'ils sont capables de se rendre maîtres aussi de la « machine de guerre ». Et nous voyons ici un énorme progrès réalisé sur la Commune. Ce n'est pas une abjuration de la Commune - car la tradition de la Commune n'est pas dans son impuissance - mais la continuation de son œuvre. La Commune a été faible. Pour achever son œuvre, nous sommes devenus forts. On a écrasé la Commune. Nous portons coup sur coup à ses bourreaux. La Commune, nous la vengeons, et nous prenons sa revanche.

Des 167 000 gardes nationaux qui recevaient leur solde, 20 ou 30 000 allaient au combat. Ces chiffres servent de matière intéressante pour les déductions qu'on peut tirer du rôle de la démocratie formelle en période révolutionnaire. Le sort de la Commune de Paris ne s'est pas décidé dans les élections, mais dans les combats contre l'armée de Thiers.

Mais en fait, 20 ou 30.000 hommes, minorité la plus dévouée et la plus combative, fixèrent dans les combats les destinées de la Commune. Cette minorité n'était pas isolée, elle ne faisait qu'exprimer avec plus de courage et d'abnégation la volonté de la majorité. Mais ce n'était tout de même que la minorité. Les autres, qui se cachèrent au moment critique, n'étaient pas hostiles à la Commune ; au contraire, ils la soutenaient activement ou passivement, mais ils étaient moins conscients, moins résolus. Sur l'arène de la démocratie politique, l'infériorité de leur sens social rendit possible la duperie des aventuriers, des chevaliers d'industrie, des parlementaires petits-bourgeois et des honnêtes lourdauds qui se leurraient eux-mêmes. Mais lorsqu'il s'agit d'une guerre de classes déclarée, ils suivirent, plus ou moins, la minorité dévouée. Cette situation trouva encore son expression dans l'organisation de la garde nationale. Si l'existence

de la Commune s'était prolongée, ces rapports réciproques entre l'avant-garde et la masse du prolétariat se fussent renforcés de plus en plus. L'organisation qui se fût constituée et consolidée dans le processus d'une lutte déclarée, en tant qu'organisation des masses laborieuses, serait devenue celle de leur dictature, le Soviet des députés du prolétariat en armes.

6. MARX ET... KAUTSKY

Kautsky rejette avec dédain l'opinion de Marx sur la terreur, opinion que celui-ci avait exposée dans la *Nouvelle Gazette du Rhin* ; en ce temps-là, Marx était bien « jeune », voyez-vous (c'est Kautsky qui nous le fait remarquer) ; ses opinions n'avaient donc pas eu le temps de s'adoucir, elles ne souffraient pas encore, dirons-nous, de ce ramollissement général, phénomène caractéristique que l'on observe chez un certain nombre de théoriciens quand ils sont arrivés à l'âge de soixante-dix ans. Pour établir un contraste avec le Marx de 1848-1849, qui était alors dans toute sa verdeur (c'était l'auteur du *Manifeste communiste*), Kautsky préfère citer le Marx de la maturité, le contemporain de la Commune de Paris; sous la plume de Kautsky, ce bon Marx, dépouillé d'ailleurs de sa blanche crinière de vieux lion, nous apparaît comme un vénérable raisonneur, dévotement incliné devant les autels de la démocratie, qui nous fait un sermon sur l'inviolabilité sacrée de la vie humaine et parle avec tout le respect convenable de la politique séduisante de Scheidemann, Vandervelde et, surtout, de son petit-fils par le sang, Jean Longuet.

En un mot, ramené à la sagesse par l'expérience, Marx n'est plus qu'un brave et honnête partisan de Kautsky.

De l'immortelle *Guerre civile en France* ⁵ dont les pages revivent avec une particulière intensité à notre époque, Kautsky n'a extrait à son usage qu'un petit nombre de lignes, celles où le puissant théoricien de la révolution sociale fait un parallèle entre la générosité des communards et la férocité bourgeoise des Versaillais. Ces lignes, Kautsky les a lacérées et ne leur a laissé qu'un sens général. Marx, prédicateur d'une charité abstraite, apôtre de la philanthropie universelle ! Ne dirait-on pas qu'il s'agit du Bouddha ou de Tolstoï... Pour réagir contre une campagne de calomnies internationales qui tendait à faire des communards des souteneurs, et des femmes de la Commune des prostituées ; contre ces calomnies infâmes qui attribuaient aux vaincus des traits de sauvagerie, fruits de l'imagination pervertie des bourgeois vainqueurs, Marx mettait en lumière et soulignait certains actes de clémence et de grandeur d'âme qui n'étaient souvent, à vrai dire, que les fâcheuses conséquences d'une certaine irrésolution dans la conduite des communards que Marx ait agi ainsi, cela se conçoit de reste Marx restait fidèle à lui-même. Ce n'était ni un vulgaire pédant, ni le procureur de la révolution : en donnant une analyse purement scientifique de la valeur de la Commune, il savait en faire aussi une apologie de la révolution. Il ne se contentait pas d'expliquer et de critiquer, il défendait, il combattait encore. Mais lorsqu'il faisait ressortir la clémence de la Commune qui avait perdu la partie, il ne gardait aucun doute sur les mesures qu'une future Commune aurait pu prendre pour gagner cette même partie.

L'auteur de la *Guerre civile en France* accuse le Comité Central, qui était alors ce que nous appellerions aujourd'hui le Soviet des députés de la garde nationale, d'avoir prématurément cédé la place à la Commune électorale. Kautsky « ne comprend pas » les raisons de ce reproche. Ce consciencieux aveu d'incapacité de comprendre est un indice particulier de la stupidité dont est

⁵ Publiée en France sous le titre : *La Commune de Paris*.

frappé Kautsky, lorsqu'il veut juger des choses de la révolution. La première place, selon Marx, devait appartenir à un organe de combat, qui aurait été le centre de l'insurrection et des opérations militaires contre les Versaillais, - et non pas à une administration autonome de la démocratie ouvrière. Celle-ci n'aurait dû entrer en fonctions qu'à son tour, et plus tard.

Marx accuse la Commune de n'avoir pas immédiatement pris l'offensive contre les Versaillais, de s'en être tenue à la défensive, qui, il est vrai, produit une « plus heureuse » impression, permet d'en appeler à la loi morale et aux droits sacrés de la vie humaine, mais qui, en état de guerre civile, ne conduit jamais à la victoire. Or, Marx faisait avant tout des vœux pour la victoire de la révolution. Il ne dit pas un mot pour mettre le principe de la démocratie au-dessus des intérêts de la classe militante. Au contraire, avec ce mépris concentré qui caractérise en lui le révolutionnaire et le communiste, Marx, - non le jeune rédacteur de la *Gazette du Rhin*, mais l'esprit mûr, l'auteur du *Capital*, - enfin notre vrai Marx, à la puissante crinière léonine que n'ont pas encore tondu les barbiers de l'école de Kautsky, - avec quel mépris concentré ne parle-t-il pas de « l'atmosphère artificielle du parlementarisme » dans lequel les petits Thiers (petits corps, petites âmes) ont des airs de géants! Le Livre sur la *Guerre civile en France*, après l'aride, pédantesque et chicanière brochure d'un Kautsky, nous rafraîchit comme un orage.

En dépit de l'assertion calomnieuse de Kautsky, Marx n'est pour rien dans l'opinion qui fait de la démocratie le dernier mot, la solution inconditionnée et suprême de l'Histoire. Le développement de la société bourgeoise, d'où est sortie la démocratie contemporaine, ne constitue pas le moins du monde le fait d'une démocratisation par degrés, que rêvait, avant la guerre, le plus grand des utopistes de la démocratie socialiste, Jean Jaurès, que rêve à présent le plus savant de tous les pédants, Karl Kautsky. Marx considère l'empire de Napoléon III comme « la seule forme de gouvernement acceptable à une époque où la bourgeoisie a perdu la capacité de gouverner le peuple et où la classe ouvrière n'a pas encore acquis cette capacité ». Ainsi, ce n'est pas la démocratie, c'est le bonapartisme qui représente, au point de vue de Marx, la phase finale du pouvoir de la bourgeoisie. Ceux qui s'attachent à la lettre, sans comprendre l'esprit, peuvent dire que Marx se trompait, car l'empire de Bonaparte a fait place, pour un demi-siècle, à la « république démocratique ». Mais Marx ne se trompait pas ; en essence, il avait raison. La Troisième République a été l'époque d'une complète décomposition de la démocratie.

Le bonapartisme a trouvé dans la république financière de Poincaré et de Clemenceau une expression plus achevée qu'il ne l'avait trouvée sous l'Empire. À vrai dire, la Troisième République ne ceignait pas la couronne impériale ; mais sur elle veillait, en revanche, l'ombre du tsar de Russie.

En appréciant la Commune, Marx évite soigneusement de recourir à la terminologie démocratique, monnaie détériorée par un trop long usage. « La Commune était, écrit-il, une institution non parlementaire, mais ouvrière, et cumulait les fonctions des deux pouvoirs exécutif et législatif ». Ce que Marx met tout d'abord en valeur, ce n'est pas la forme démocratique, chère à Kautsky, mais le caractère essentiel de classe. La Commune, on le sait, avait supprimé l'armée régulière et la police, elle avait décrété la sécularisation des biens ecclésiastiques. Elle avait fait cela en s'autorisant du droit révolutionnaire dictatorial de Paris, sans consulter la puissance souveraine de la démocratie qui, durant cette période, si l'on s'en tenait aux formes établies, trouvait une expression beaucoup plus « légale » dans l'Assemblée Nationale de Thiers. Mais la révolution ne se met point aux voix. « L'Assemblée Nationale, dit Marx, ne jouait ni plus ni moins qu'un rôle épisodique dans cette révolution, dont l'authentique

représentant restait, encore et toujours, Paris armé ». Que nous voilà loin du formalisme démocratique !

« Il aurait suffi au régime communaliste, dit encore Marx, de s'installer dans Paris et dans les centres secondaires, pour obliger l'ancien gouvernement central à céder la place, même dans les provinces, à *des administrations autonomes de producteurs* ». La tâche de Paris révolutionnaire consistait donc, selon Marx, non pas à en appeler de sa victoire à l'assentiment mal assuré d'une Assemblée constituante, mais à couvrir toute la France d'un réseau de communes, groupées autour du centre et constituées, non d'après les principes spécieux de la démocratie, mais se basant sur une incontestable autonomie administrative des producteurs.

Kautsky reprochait à la Constitution Soviétique la multiplicité des degrés de son système électoral, qui contredit aux recettes de la démocratie bourgeoise. Marx caractérise la structure de la France ouvrière, telle que l'avait ébauchée la Commune, de la manière suivante : « La gérance générale des affaires de toutes les communes rurales de chaque arrondissement devait être confiée à une assemblée de fondés de pouvoirs, siégeant au chef-lieu ; les assemblées d'arrondissement devaient, à leur tour, envoyer leurs fondés de pouvoirs à l'Assemblée Nationale, siégeant à Paris ».

Comme on voit, Marx ne trouvait rien à redire à la multiplicité des degrés du système électoral, lorsqu'il s'agissait d'organiser l'État prolétarien. Dans le cadre de la démocratie bourgeoise, cette multiplicité de degrés efface les lignes distinctives des partis et des classes. Mais dans le système « d'autonomie administrative des producteurs », c'est-à-dire dans l'État purement prolétarien, la multiplicité des degrés est une question qui intéresse non la politique, mais le mécanisme de l'administration autonome et, dans certaines limites, elle peut présenter des avantages analogues à ceux qu'elle a déjà dans le domaine de l'organisation professionnelle.

Les philistins de la démocratie s'indignent de voir l'inégalité qui existe entre les ouvriers et les paysans, au point de vue du droit de se faire représenter, inégalité qui, dans la Constitution soviétique, rend sensible la différence des rôles que jouent, dans la révolution, la ville et la campagne. Marx écrit ceci : « La Commune voulait su ordonner les producteurs des campagnes à la direction intellectuelle des chefs-lieux d'arrondissement et leur garantir, dans la personne des ouvriers des villes, la représentation naturelle de leurs intérêts ». Il ne s'agit pas, en effet, de décréter sur le papier l'égalité du paysan et de l'ouvrier, mais d'élever celui-là au niveau intellectuel de celui-ci. Toutes les questions qui concernent l'État prolétarien sont étudiées par Marx au point de vue de la dynamique révolutionnaire des forces vives, et non comme un jeu d'ombres chinoises sur l'écran de foire du parlementarisme.

Pour atteindre la limite dernière de sa déchéance intellectuelle, Kautsky nie le pouvoir souverain des Soviets ouvriers en arguant de ceci, qu'il n'existe pas de distinction juridique entre le prolétariat et la bourgeoisie. De ce que les distinctions sociales ne sont pas établies par des règlements, Kautsky conclut à l'arbitraire de la dictature soviétise. Marx dit exactement le contraire - « La Commune était une forme gouvernementale très élastique, tandis que toutes les formes de gouvernement qui avaient précédé se distinguaient par leur rigidité. Le secret de la Commune consiste en ceci que, par essence, elle était le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte qui s'était livrée entre les producteurs et les accapareurs, la forme politique longtemps cherchée qui permettrait d'accomplir l'émancipation économique du travail ». Le secret de la Commun consistait en ceci que, par essence, elle était le gouvernement de la classe ouvrière.

Ce secret, si bien expliqué par Marx, reste jusqu'à présent, pour Kautsky, un secret sous enveloppe scellée de sept sceaux.

Les pharisiens de la démocratie parlent avec indignation des répressions exercées par le pouvoir soviétique, de la fermeture des journaux, des arrestations et des exécutions. Marx réplique « aux basses invectives des laquais de la presse » et ail reproches « des bourgeois doctrinaires bien intentionnés », au sujet des répressions exercées par la Commune, par ces paroles : « Ne se contentant pas de mener ouvertement une guerre sanguinaire contre Paris, les Versaillais s'efforçaient en secret de pénétrer dans la cité, par la corruption et les complots. La Commune pouvait-elle, en un pareil moment, sans *trahir, de la manière la plus ignominieuse, sa mission*, observer les formes conventionnelles du libéralisme, comme si la paix, autour d'elle, n'avait jamais été troublée ? Si le gouvernement de la Commune avait été animé du même esprit que le gouvernement de Thiers, il n'y aurait eu aucune raison d'interdire la publication des journaux du parti de l'Ordre à Paris et celle des journaux de la Commune à Versailles ». Ainsi, ce que Kautsky exige au nom des principes les plus sacrés de la démocratie, Marx le dénonce comme une ignominieuse trahison.

Quant aux dévastations que l'on a reprochées à la Commune, comme on en reproche maintenant au pouvoir soviétique, Marx en parle comme « d'une nécessité inéluctable, dont les conséquences sont d'ailleurs relativement insignifiantes, dans la lutte gigantesque qui s'engage entre la nouvelle société qui s'élève et l'ancienne qui achève de tomber ». Les dévastations, les cruautés sont toujours inévitables à la guerre. Ce ne sont que des sycophantes qui peuvent les considérer comme des crimes « dans la guerre des opprimés contre leurs oppresseurs, *la seule guerre juste qu'ait vue l'Histoire* » (ce sont les termes de Marx). Et cependant, notre farouche accusateur Kautsky, dans sa brochure, ne songe pas un instant à rappeler que tous sommes obligés de défendre, sans le moindre répit, la révolution ; que nous menons la guerre la plus acharnée contre les oppresseurs du monde entier, « la seule guerre juste qu'ait vue l'Histoire ».

Kautsky, une fois de plus, se frappe la poitrine en voyant que le pouvoir soviétique, au cours de la guerre civile, ne reculant pas devant un moyen rigoureux, prend des otages. Avec son inconséquence et sa mauvaise foi habituelles, il établit encore un parallèle entre le pouvoir soviétique si cruel et la Commune si humaine. Voici, clairement et nettement exprimé, ce que pense Marx sur ce sujet : « Lorsque Thiers, dès le début de la guerre civile, eut donné cours à la coutume si humaine de fusiller les communards prisonniers, la Commune, pour sauver la vie aux prisonniers, *n'eut plus d'autre ressource* que de prendre des otages, selon l'usage introduit par les Prussiens. Comme ils ne cessaient pas de fusiller les prisonniers, les Versaillais, par ce fait même, sacrifiaient les otages. *Comment aurait-on pu les épargner encore* après le carnage incroyable par lequel les prétoriens de Mac-Mahon fêtèrent leur entrée dans Paris ? » Comment, demanderons-nous avec Marx, comment pourrait-on agir autrement pendant la guerre civile, lorsque la contre-révolution, qui occupe une partie considérable du territoire national, s'empare, là où elle le peut, des ouvriers désarmés, de leurs femmes, de leurs mères, les fusille et les pend ? Comment faire, si ce n'est en prenant des otages parmi les gens qu'affectionne la bourgeoisie, en qui elle met sa confiance, et en suspendant ainsi l'épée de Damoclès au-dessus des têtes, rendues solidaires entre elles, de la bourgeoisie ? Il n'y aurait aucune difficulté à prouver que toutes les cruautés commises par le pouvoir soviétique ont été nécessitées par les besoins de la défense révolutionnaire. Nous ne croyons pas devoir entrer ici dans les détails de cette démonstration. Mais afin de faciliter l'appréciation des conditions de la lutte par un critérium partiel, nous mentionnerons simplement ce fait : tandis que les gardes blancs, ainsi

que leurs alliés anglo-français, fusillent, sans exception, tout communiste qui tombe entre leurs mains, l'Armée rouge fait quartier à tous les prisonniers sans exception, même aux officiers supérieurs.

« Ayant au plus haut degré conscience de sa vocation historique, résolument, héroïquement décidée à rester à la hauteur de sa mission, - écrivait Marx, - la classe ouvrière peut répondre par un calme sourire de mépris aux basses invectives des laquais de la presse et aux savants airs protecteurs des bourgeois doctrinaires bien intentionnés, dont l'ignorance foncière projette le cliché, le lieu commun et les stupidités propres à leur caste, avec l'intonation fatidique des oracles d'une science infallible ».

Si les bourgeois doctrinaires bien intentionnés jouent parfois le rôle de théoriciens en retraite à la IIe Internationale, cela ne saurait ôter aux stupidités de leur caste le droit de rester ce qu'elles sont, des stupidités.